



Sondage sur éthique, équité et sécurité dans le sport – Population générale, organismes nationaux de sport (ONS) et athlètes

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Préparé pour Patrimoine canadien

Fournisseur : Léger Marketing inc.

Numéro de contrat : CW2342796

Valeur du contrat : 235 698,75 \$ (TVH comprise)

Date d’octroi : 20 décembre 2023

Date de livraison : 28 mars 2024

Numéro d’enregistrement : POR 107-23

Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Patrimoine canadien à l’adresse info@pch.gc.ca.

This report is also available in English.

Ce rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats de trois sondages en ligne menés par Léger Marketing inc. pour le compte de Patrimoine canadien. Les études de recherche quantitative ont été menées auprès de 10 376 Canadiens, de 39 organismes nationaux de sport (ONS) et de 170 athlètes de haut niveau, tous résidant dans différentes régions du Canada, entre le 6 février 2024 et le 5 mars 2024.

This report is also available in English under the name: « Survey on Ethics, Equity and Safety in Sport - General population, National Sport Organizations (NSO) and Athletes ».

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales uniquement. Une autorisation écrite préalable doit être obtenue de Patrimoine canadien. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez écrire à l'adresse info@pch.gc.ca

Patrimoine canadien

15, rue Eddy

Gatineau, Québec

J8X 4B3

Numéro de catalogue :

CH24-51/1-2024F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) :

978-0-660-71640-4

Publications associées (numéro d'enregistrement : POR 113-21) :

CH24-51/1-2024E-PDF

978-0-660-71639-8

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le premier ministre du Canada, 2024.

Résumé

Léger est heureuse de présenter à Patrimoine canadien le présent rapport contenant les conclusions tirées de trois sondages quantitatifs visant à en apprendre davantage sur les Canadiens, les ONS et les athlètes résidant dans diverses régions. Ce rapport a été préparé par la firme Léger Marketing inc., qui a été mandatée par Patrimoine canadien (numéro de contrat CW2342796, octroyé le 20 décembre 2023). Ce contrat a une valeur de 178 229,00 \$ (TVH en sus).

1.1 Mise en contexte et objectifs

Contexte

Sport Canada a lancé un sondage pour mesurer la connaissance, les perceptions et la compréhension de questions cruciales liées à l'éthique, à l'équité et à la sécurité dans le sport canadien parmi trois groupes distincts : la population générale du Canada, les administrateurs des organismes nationaux de sport (ONS) et les athlètes de haut niveau. Un sondage similaire ciblant la population générale a été réalisé en 2021 (https://epe.lac-bac.gc.ca/100/200/301/pwgsc-tpsgc/por-ef/canadian_heritage/2021/104-20-f/104-20_Methodological_Report_FR_final.htm).

Ces sondages sont conçus pour soutenir la responsabilité essentielle n° 3 (sport) du cadre ministériel des résultats (CMR) du ministère du Patrimoine canadien. Ils procurent à Sport Canada des données désagrégées pour évaluer les résultats suivants du CMR : les Canadiens qui participent à une activité sportive, quel que soit leur genre, leur capacité physique ou leur contexte culturel, sont satisfaits de la façon dont l'activité est fournie. En outre, les sondages sont destinés à combler les lacunes en matière de données dans les indicateurs de rapport de Sport Canada, comme indiqué dans le profil d'information sur le rendement (PIR) de Sport Canada.

De plus, les sondages s'inscrivent dans les objectifs généraux de la *Loi sur l'activité physique et le sport*, qui préconise des valeurs et des principes d'éthique rigoureux, notamment l'élimination du dopage dans la pratique du sport, le traitement respectueux et juste de chacun et la participation pleine et entière de tous. La Loi met aussi l'accent sur la volonté de régler les différends sportifs de façon opportune, juste, équitable et transparente.

Objectifs

L'objectif de ce sondage était d'inclure des questions comparables et révisées qui aideraient Sport Canada à rendre compte des indicateurs de performance et à aborder des questions pertinentes pour les Canadiens et les parties prenantes dans le sport. Ces dernières années, les questions relatives à l'éthique, à l'égalité entre les genres et à la sécurité dans le sport ont pris de plus en plus d'importance à l'échelle internationale, et en particulier dans le contexte canadien. Cette prise de conscience a été causée par l'attention négative des médias et du public, ainsi que par les efforts proactifs du système sportif canadien, qui s'est attaché à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies pour améliorer la sécurité et l'intégrité dans le sport. Des mesures ont été adoptées pour relever les défis liés à l'éthique, à l'intégrité et à la sécurité, notamment grâce à la mise en place de politiques, à l'amélioration des mécanismes de

suivi, de déclaration et de gestion. Étant donné que ces initiatives sont souvent axées sur des populations vulnérables, l'opinion publique a été jugée essentielle pour concevoir des tactiques d'intervention, des campagnes de communication et des stratégies pour l'avenir. Les sondages visaient à évaluer les niveaux de connaissance et de satisfaction concernant des questions telles que l'égalité entre les genres, le dopage, les commotions cérébrales, le harcèlement et les abus.

1.2 Méthodologie

Une approche quantitative, composée de sondages en ligne et d'un sondage téléphonique (pour les répondants des Territoires) a été utilisée pour atteindre les objectifs ci-dessus (Tableau 1).

Tableau 1 : Type de sondage et description

Sondages	Profil démographique des répondants	Mode	Taille de l'échantillon
1	Population générale (16 ans et plus)	Panel en ligne (Sondage téléphonique dans les Territoires)	En ligne = 10 076 Par téléphone = 300 Total = 10 376
2	Administrateurs d'ONS	En ligne	39
3	Athlètes de haut niveau	En ligne	170

Pour le sondage au sein de la population générale, la collecte des données dans les Territoires s'est faite par téléphone en utilisant une méthode de composition aléatoire. Pour les sondages en ligne, un échantillon de 10 076 répondants a été contacté. Pour le sondage téléphonique dans les Territoires, un total de 300 répondants a été contacté.

Léger était chargée de tirer l'échantillon pour le sondage au sein de la population générale à partir de son propre panel, le panel LEO. L'échantillon pour les Territoires a été tiré à partir de la base de données des numéros de téléphone d'ASDE. L'échantillon pour le sondage téléphonique comprenait des numéros de téléphone fixe et de cellulaire pour bien représenter l'échantillon final, et a été collecté en utilisant une méthode de composition aléatoire. Sport Canada a communiqué à Léger les coordonnées des répondants des sondages 2 et 3. Léger respecte les lignes directrices les plus strictes en matière de recherche quantitative. L'outil de collecte était conforme aux normes pour la recherche sur l'opinion publique effectuée par le gouvernement du Canada.

Sondage 1 - Population générale au Canada (16 ans et plus) - Étude quantitative avec panel en ligne

L'étude a été réalisée dans le cadre d'un sondage en ligne auprès de Canadiens âgés de 16 ans et plus qui parlent l'anglais ou le français. Les répondants ont été sélectionnés au hasard dans le panel Leo, le panel de Léger constitué de près d'un demi-million d'internautes canadiens de tout le pays. Les répondants ont été choisis parmi des personnes qui s'étaient portées volontaires pour répondre à des sondages en ligne. Étant donné que nous n'avons pas utilisé une méthode d'échantillonnage probabiliste réelle, nous ne pouvons pas faire de calcul de la marge d'erreur dans le cadre de ce projet. La durée moyenne pour répondre au questionnaire en ligne était de 11 minutes.

L'échantillon pour les Territoires a été tiré à partir de la base de données des numéros de téléphone fixe et de cellulaire d'ASDE. L'échantillon a été collecté en utilisant une méthode de composition aléatoire. La durée moyenne pour répondre au questionnaire téléphonique était de 25 minutes.

Un prétest de 34 entretiens (26 en ligne et 8 au téléphone) a été réalisé avant le lancement de la collecte de données pour valider la programmation du questionnaire dans les deux langues officielles.

Distribution de l'échantillon

Un échantillon de 10 376 Canadiens âgés de 16 ans et plus a été interrogé pour cette partie du projet.

La collecte de données dans le cadre du sondage en ligne a été effectuée du 13 février 2024 au 5 mars 2024.

Le collecte de données dans le cadre du sondage téléphonique a été effectuée du 12 au 26 février 2024.

Le tableau 2 présente la distribution régionale.

Tableau 2. Distribution régionale de l'échantillon

Région	Pourcentage de la population	Pourcentage de l'échantillon	Taille de l'échantillon
N.-B.	2,1 %	2,1 %	215
T.-N.-L.	1,4 %	1,4 %	141
N.-É.	2,7 %	2,5 %	260
Î.-P.-É.	0,4 %	0,5 %	51
QC	23,0 %	22,2 %	2 302
ON	38,6 %	37,3 %	3 871
MB	3,5 %	3,5 %	364
SK	2,9 %	3,1 %	320
AB	11,1 %	11,4 %	1 178
C.-B.	13,8 %	12,9 %	1 335
Territoires (NET)	0,3 %	3,3 %	339
TOTAL	100,0 %	100,0 %	10 376 (10 076 + suréchantillon de 300)

Pour assurer la représentativité de l'échantillon, les résultats ont été pondérés en fonction de la région, du genre, de l'âge et du statut d'Autochtone des répondants.

Une description méthodologique complète est fournie en annexe à ce document (voir l'annexe A.1.1).

Sondage 2 - Administrateurs d'ONS - Étude quantitative en ligne utilisant la liste de contacts du client

Le deuxième sondage en ligne, qui ne comptait pas de composante téléphonique, a été envoyé à des administrateurs d'organismes nationaux de sport (ONS). Sport Canada était chargé de fournir la liste des contacts à Léger, qui a ensuite distribué le sondage. Le sondage a été programmé sur la plateforme, Decipher, et était disponible en anglais et en français. Un prétest de sept entretiens a été réalisé avant le lancement pour valider la programmation du questionnaire dans les deux langues officielles. Le sondage a été distribué le 6 février 2024 et est resté ouvert jusqu'au 5 mars 2024. Trois rappels ont été envoyés. Au total, 39 administrateurs d'ONS ont répondu au sondage.

Une description méthodologique complète est fournie en annexe à ce document (voir l'annexe A.1.2).

Sondage 3 - Sondage auprès des athlètes de haut niveau - Sondage en ligne avec la liste de contacts du client

Le troisième sondage en ligne, qui ne comptait pas de composante téléphonique, a été envoyé à des athlètes de haut niveau bénéficiant d'un financement dans le cadre du Programme d'aide aux athlètes (PAA). Sport Canada était chargé de fournir la liste des contacts à Léger. Le sondage a été programmé sur la plateforme Decipher, et était disponible en anglais et en français. Un prétest de 14 entretiens a été réalisé avant le lancement pour valider la programmation du questionnaire dans les deux langues officielles. Le sondage a été distribué le 8 février 2024 et est resté ouvert jusqu'au 5 mars 2024. Trois rappels ont été envoyés. Au total, 170 athlètes ont répondu au sondage.

Une description méthodologique complète est fournie en annexe à ce document (voir l'annexe A1.3).

1.3 Aperçu des résultats

1.3.1 Sondage auprès de la population générale

La pratique du sport au Canada :

- Un peu moins de la moitié des répondants (49 %) ont été impliqués dans un sport au Canada au cours des trois dernières années. Parmi ces répondants, 49 % ont déclaré être impliqués dans un sport organisé au Canada en tant que participant(e), entraîneur(e), moniteur/monitrice, parent de participant(e), bénévole, administrateur ou administratrice ou officiel au cours des trois dernières années (24 % pour l'ensemble des répondants).

- La majorité (80 %) des personnes impliquées dans un sport au Canada étaient des participants. Les autres rôles principaux sont ceux de bénévole (19 %), de parent de participant(e) (18 %) et d'entraîneur(e) (10 %).
- Les répondants impliqués dans un sport au cours des trois dernières années ont déclaré un niveau de satisfaction considérablement plus élevé (38 % ont déclaré un niveau de satisfaction de 9 à 10 sur une échelle de 0 à 10, contre 21 % dans la population totale, un contraste frappant).
- La plupart des répondants (82 %) qui ont participé à un sport au Canada au cours des trois dernières années sont satisfaits de leur expérience, ayant évalué leur niveau de satisfaction à 7 ou plus.

Sécurité et environnement accueillant dans le sport :

- La plupart des répondants qui ont participé à un sport au cours des trois dernières années sont d'accord pour dire que leur pratique du sport au Canada a lieu dans un environnement sécuritaire (83 %) et accueillant (80 %). La perception de sécurité est plus élevée chez les répondants qui ne vivent pas en situation de handicap.
- Parmi les répondants qui ne sont pas d'accord pour dire que leur pratique du sport a lieu dans un environnement sécuritaire, les principales préoccupations sont la violence verbale (12 %) et la nécessité d'améliorer les mesures de sécurité (10 %).
- Parmi ceux qui ne sont pas d'accord pour dire que leur pratique du sport se fait dans un environnement accueillant, les principales préoccupations sont le manque d'intérêt pour le plaisir dans un environnement très compétitif (14 %), et des parents agressifs ou des personnes peu amicales (13 %).
- Une faible portion (9%) de répondants ont décidé de ne plus participer à un sport parce qu'ils ne se sentaient pas en sécurité et/ou pas le bienvenu.

Situations problématiques liées à la pratique du sport

- Moins de la moitié des répondants (40 %) qui ont pratiqué un sport au Canada au cours des trois dernières années ont déclaré au moins une situation problématique dans le cadre de leur sport organisé. Les principales situations signalées sont :
 - les problèmes de santé mentale (16 %)
 - les commotions cérébrales diagnostiquées (15 %)
 - le harcèlement (14 %)
 - le sexisme (14 %)
 - le racisme (13 %)
 - les commotions cérébrales non diagnostiquées (11 %)
 - l'homophobie (10 %)
 - les abus ou la maltraitance (9 %)
 - toute forme de corruption (8 %)
 - le dopage (6 %).
- Les groupes suivants étaient plus susceptibles d'avoir vécu ou été témoin d'une de ces situations :
 - les Autochtones (69 %)
 - les bisexuels (62 %)

- les personnes âgées de 16 à 34 ans (54 %)
- les homosexuels (50 %)
- les PANDC (46 %)
- Les personnes vivant en situation de handicap (55 %) étaient plus susceptibles que les autres d'avoir signalé au moins un incident.
- De nombreux répondants ne savaient pas où s'adresser ni comment réagir s'ils étaient confrontés aux problèmes énumérés ci-haut :
 - 60 % ont indiqué qu'ils ne savent pas à qui s'adresser en cas de corruption,
 - 58 % en cas de dopage,
 - 52 % en cas de maltraitance et
 - 44 % en en cas de problèmes de santé mentale.

Compréhension et confiance pour contrer la maltraitance dans le sport canadien :

- Une partie des répondants (60 %) déclarent ne pas savoir ce qui constitue de la maltraitance dans le sport, et 32 % déclarent le savoir.
- Plus de la moitié des participants (53 %) ont déclaré qu'ils n'étaient pas certains de savoir quoi faire en cas de maltraitance. Cependant, un peu plus d'un tiers des répondants (38 %) ont déclaré qu'ils sauraient quoi faire.
- Un peu plus de la moitié des répondants (52 %) sont d'accord pour dire qu'ils sont confiants que les organisateurs de sports au Canada ont mis en place des politiques pour prévenir et traiter la maltraitance dans le sport. Cependant, 23 % n'est ni d'accord ni en désaccord avec l'affirmation, et 12 % ne sont pas sûrs.

Perspectives sur les défis en matière d'éthique et de sécurité dans le sport :

- Les commotions cérébrales (63 %), suivies par le sexisme (47 %) et le harcèlement (45 %), sont les trois principaux problèmes selon les répondants. Ces problèmes sont suivis de l'homophobie (42 %), du racisme (41 %), de la mauvaise santé mentale (40 %), du dopage (34 %), de la corruption (34 %), de l'âgisme (33 %) et de la maltraitance (31 %).
- Moins de la moitié des répondants sont confiants que les entraîneurs, les bénévoles, les administrateurs, les instructeurs et les officiels dans le sport organisé canadien ont été adéquatement formés pour aider à prévenir divers problèmes. La santé mentale est perçue comme le domaine dans lequel le personnel serait le moins bien formé (31 %).
- Plus d'un tiers des répondants sont confiants que le personnel a été formé pour aider à prévenir l'âgisme (36 %), la corruption (37 %), l'homophobie (38 %) et le sexisme (38 %). Deux répondants ou plus sur cinq sont confiants que le personnel a été formé pour prévenir le harcèlement (40 %), les abus et la maltraitance (41 %), le racisme (42 %), le dopage (42 %), et les commotions cérébrales (48 %).

Sensibilisation et confiance dans la gestion des commotions cérébrales dans le sport :

- Plus de la moitié des répondants ont indiqué qu'ils comprennent bien les symptômes d'une commotion cérébrale (56 %), tandis que 42 % ont indiqué qu'ils ne les connaissent pas.

- Moins de la moitié des répondants ont déclaré bien savoir ce qu'il faut faire s'ils soupçonnent qu'eux-mêmes ou une autre personne a subi une commotion cérébrale (46 %). L'autre moitié (50 %) a indiqué ne pas bien savoir ce qu'il faut faire.
- Seulement 25 % ont déclaré connaître les outils et les ressources disponibles pour détecter et gérer les commotions cérébrales, comme les Lignes directrices canadiennes sur les commotions cérébrales dans le sport, tandis que 75 % ont indiqué ne pas connaître ces outils.
- Plus de la moitié des répondants (58 %) ont déclaré qu'ils sauraient où s'adresser dans leur région pour diagnostiquer et prendre en charge les commotions cérébrales, tandis que moins de la moitié d'entre eux (42 %) ont indiqué qu'ils ne le sauraient pas.
- Plus de la moitié des répondants (62 %) qui ont participé à un sport au Canada au cours des trois dernières années seraient d'accord pour partager leurs antécédents médicaux relatifs aux commotions cérébrales avec les administrateurs sportifs et les organismes gouvernementaux par le biais d'un document (p. ex. un passeport santé) afin de s'assurer que des mesures sont en place pour protéger leur santé.
- Un peu plus de six répondants sur dix (63 %) sont confiants que les organisateurs de sports au Canada ont mis en place des politiques qui détaillent la marche à suivre s'ils soupçonnent qu'un participant a subi une commotion cérébrale dans le cadre du sport.

Perceptions des défis dans le sport canadien :

- La majorité des répondants pensent que des athlètes souffrent de problèmes de santé mentale à tous les niveaux du sport canadien : sport professionnel (83 %), sport semi-professionnel (82 %), sport amateur international (81 %), sport de niveau universitaire/collégial (81 %) et sport d'élite pour les jeunes (79 %).
- Moins d'un tiers des répondants ont soupçonné une manipulation de matchs dans le sport canadien à différents niveaux : sport amateur international (31 %), sport professionnel (31 %), sport semi-professionnel (28 %) et sport de niveau universitaire/collégial (25 %).
- Un tiers des répondants ou plus ont soupçonné de la fraude ou des pots-de-vin dans les organismes canadiens de sport dans le sport professionnel (39 %), le sport amateur international (38 %), le sport semi-professionnel (34 %), et moins d'un tiers des répondants (29 %) ont soupçonné de la fraude ou des pots-de-vin dans le sport de niveau universitaire/collégial.
- Environ un tiers des répondants sont confiants que les athlètes canadiens ne se dopent pas et ne consomment pas de substances interdites pour améliorer leurs performances dans le sport professionnel (33 %), le sport semi-professionnel (34 %), le sport amateur international (35 %) et le sport de niveau universitaire/collégial (35 %). Une plus grande proportion des répondants a confiance que les athlètes dans le sport d'élite pour les jeunes ne se dopent pas (43 %).
- Six répondants sur dix (60 %) sont confiants que les athlètes canadiens sont bien informés des risques associés à l'utilisation des suppléments.
- Plus de la moitié des répondants (51 %) sont d'accord que le sport au Canada est bien gouverné, tandis que 27 % ne sont ni d'accord ni en désaccord, et qu'une minorité (15 %) est en désaccord.

Perceptions des paris sportifs :

- Moins de la moitié des répondants (45 %) pensent que les paris sportifs (légaux et illégaux) constituent une menace pour le sport organisé, tandis que 35 % ne les considèrent pas comme une menace.
- Les opinions des Canadiens sont également partagées sur la question de savoir si les paris sportifs (légaux et illégaux) constituent une menace pour les Canadiens : 41 % affirment qu'il s'agit d'une menace et 40 % affirment que ce n'est pas le cas.

1.3.2 Sondage auprès des organismes nationaux de sport

Adéquation des ressources pour des environnements sportifs et accueillants :

- Un peu plus de la moitié des répondants (54 %) pensent que leur ONS dispose des ressources nécessaires pour offrir un environnement sportif sécuritaire.
- La plupart des répondants (69 %) pensent que leur ONS dispose des ressources nécessaires pour offrir un environnement sportif accueillant.

Les défis du sport organisé canadien :

- Plus de deux tiers des répondants indiquent que la mauvaise santé mentale est un problème dans le sport organisé canadien (SOC) (69 %), et 64 % perçoivent le sexisme et les commotions cérébrales comme des problèmes.
- Plus de la moitié des répondants indiquent que l'homophobie est un problème dans le SOC (56 %). Par ailleurs, un peu moins de la moitié des répondants considèrent que les éléments suivants constituent un problème:
 - le harcèlement (49 %)
 - le racisme (38 %)
 - la maltraitance (33 %)
 - l'âgisme (21 %)
 - le dopage (21 %)
 - la corruption (13 %)
- Un peu plus de la moitié des répondants (54 %) pensent que la mauvaise santé mentale est un problème dans leur discipline sportive, et une plus petite proportion pense que les questions suivantes sont des problèmes :
 - le sexisme (36 %)
 - les commotions cérébrales (33 %)
 - le harcèlement (26 %)
 - l'homophobie (26 %)
 - le racisme (23 %)
 - l'âgisme (18 %)
 - le dopage
 - la maltraitance (10 %)

- la corruption (10 %)
- Le tableau 3 ci-dessous indique la proportion de répondants qui sont confiants que les entraîneurs, les officiels, les bénévoles et les administrateurs ont été adéquatement formés pour prévenir les problèmes mentionnés.
- Le niveau de confiance dans la formation du personnel varie en fonction de son rôle. Les répondants sont généralement plus confiants que les administrateurs ont été adéquatement formés, et moins confiants que les bénévoles l'ont été.
- Selon les répondants, l'âgisme et la mauvaise santé mentale sont les problèmes pour lesquels il manque le plus de formation.

Tableau 3. Dans quelle mesure êtes-vous confiant(e) que les entraîneur(e)s, les bénévoles, les administrateurs et administratrices, les moniteurs et monitrices, ainsi que les officiels des sports organisés au Canada ont été adéquatement formés pour aider à prévenir les situations suivantes dans le sport : pourcentage de réponses « confiant(e) » et « très confiant(e) ». (Base : Tous les répondants (n = 39).

	Entraîneurs	Officiels	Bénévoles	Administrateurs
Dopage	79 %	62 %	36 %	74 %
Commotions cérébrales	74 %	64 %	38 %	77 %
Abus et maltraitance	74 %	69 %	56 %	79 %
Harcèlement	69 %	67 %	54 %	82 %
Racisme	59 %	46 %	41 %	67 %
Homophobie	54 %	62 %	36 %	67 %
Corruption, y compris la manipulation des matchs	51 %	67 %	21 %	54 %
Sexisme	51 %	62 %	41 %	64 %
Âgisme	36 %	44 %	28 %	62 %
Problèmes de santé mentale	28 %	36 %	15 %	62 %

Code de conduite universel pour prévenir et contrer la maltraitance dans le sport (CCUMS) :

- Un peu plus d'un tiers des répondants (36 %) a identifié des lacunes dans le contenu du Code de conduite universel pour prévenir et contrer la maltraitance dans le sport (CCUMS).
- Plus de la moitié des répondants (59 %) ont identifié ou anticipé des défis ou des obstacles à l'application ou à l'adoption du CCUMS dans leur discipline sportive.

Sensibilisation aux commotions cérébrales et utilisation des ressources :

- Un peu plus de trois répondants sur cinq (62 %) sont confiants que les membres inscrits de leur organisme ont acquis une meilleure connaissance des Lignes directrices canadiennes sur les commotions cérébrales dans le sport au cours des trois dernières années.
- Plus de la moitié des répondants (54 %) sont confiants que les membres inscrits de leur organisme peuvent utiliser efficacement les outils ou les ressources sur les commotions cérébrales.
- La plupart des répondants sont confiants que leur organisme a réalisé des progrès en matière de prévention des commotions cérébrales dans les domaines suivants :
 - les règles de jeu (72 %)
 - les comportements sécuritaires et éthiques (67 %)
 - les méthodes de formation (62 %)
- Un peu plus d'un tiers des répondants (36 %) a déclaré que son organisme recueille des données sur les commotions cérébrales, tandis que près de la moitié (49 %) ont déclaré que leur organisme ne recueille pas de données et 15 % ont déclaré que ce processus est en cours d'élaboration.

Formation sur le harcèlement, l'abus et la discrimination (HAD) :

- Presque tous les répondants (95 %) ont une meilleure connaissance des comportements que l'on qualifie de HAD après avoir suivi la formation obligatoire à ce sujet.
- Tous les répondants (100 %, dont 64 % très confiants et 36 % confiants) sont confiants que les employés de leur organisme font des efforts actifs pour créer un lieu de travail exempt de harcèlement, d'abus et de discrimination.

Comprendre les besoins des athlètes féminines :

- Près de trois répondants sur cinq (59 %) ont déclaré que leur organisme a recours à des consultant(e)s et des données pour mieux comprendre les besoins des athlètes féminines.
- La plupart des répondants (85 %) sont d'accord que leur organisme conçoit intentionnellement des programmes sportifs pour répondre aux divers besoins des athlètes féminines, et 79 % sont d'accord que leur organisme alloue des ressources pour comprendre les divers besoins des athlètes féminines.

Connaissances en matière de lutte contre le dopage et risques liés associés l'utilisation des suppléments :

- De nombreux répondants (69 %) sont confiants que les membres de leur organisme ont amélioré leur connaissance des risques liés au dopage dans le sport au cours des trois dernières années.
- De nombreux répondants (79 %) ont déclaré que leur organisme est satisfait de la mise en œuvre du Programme canadien antidopage par le Centre canadien pour l'éthique dans le sport (CCES) dans leur ONS et de son impact sur leur compréhension des rôles et des responsabilités de leur ONS en matière d'antidopage.
- La plupart des répondants (87 %) sont confiants que les athlètes de l'équipe nationale canadienne sont bien informés des risques associés à l'utilisation des suppléments.

Les défis dans le sport canadien :

- Les répondants suivants pensent qu'il y a une manipulation des matchs :
 - 41 % dans le sport amateur international,
 - 31 % dans le sport professionnel,
 - 31 % dans le sport semi-professionnel
 - 21 % dans le sport au niveau universitaire/collégial.
- Près de la moitié des répondants (49 %) pensent qu'il y a de la corruption dans le sport amateur international, 33 % dans le sport professionnel, 33 % dans le sport semi-professionnel, 23 % dans les organismes financés par le gouvernement fédéral et 18 % dans le sport au niveau universitaire/collégial.
- Plus de la moitié des répondants (62 %) indiquent être confiants que les athlètes qui concourent au niveau de sport amateur international ne se dopent pas. Cette proportion baisse à 46 % pour le sport d'élite pour les jeunes et à 44 % pour le sport au niveau universitaire/collégial. Cependant, seulement 18 % des répondants estiment que le dopage est absent des sports au niveau professionnel et semi-professionnel.
- Plus de la moitié des répondants (62 %) sont d'accord que le sport au Canada est bien gouverné, tandis que 15 % n'est ni d'accord ni en désaccord, et 23 % sont en désaccord.

1.3.3 Sondage auprès des athlètes de haut niveau

Niveau actuel de satisfaction par rapport à la vie et obstacles à la participation :

- La plupart des athlètes qui ont participé au sondage se disent satisfaits de leur vie actuelle : 80 % déclarent un niveau de satisfaction de 7 ou plus sur une échelle de 0 à 10.
- La majorité (85 %) des participants sont également satisfaits de leur participation au sport.
- La plupart des répondants (86 %) ont rencontré au moins un obstacle à leur participation au sport de haut niveau.
- Le principal obstacle à la participation au sport de haut niveau est d'ordre financier (72 %), suivi du transport (26 %), de l'anxiété (26 %), de la peur de se blesser (25 %) ainsi que la peur du jugement (21 %).
- Près d'un répondant sur dix a indiqué que la crainte de ne pas se sentir le/la bienvenu(e) (13 %) et d'être la cible de sexisme (9 %) ou de harcèlement (9 %) constituent un obstacle à sa participation au sport de haut niveau au Canada.

Situations problématiques et défis rencontrés :

- Le principal défi auquel sont confrontés les athlètes de haut niveau est celui de la santé mentale : près de la moitié d'entre eux ont été confrontés à ce problème au cours des trois dernières années.
- Près de deux répondants sur dix ont déclaré avoir été victimes de sexisme (22 %) et d'abus ou de maltraitance (21 %), et avoir eu une commotion cérébrale diagnostiquée (20 %), et 15 % ont rapporté avoir subi du harcèlement dans leur discipline sportive au cours des trois dernières années.

- Un peu plus de la moitié des répondants (56 %) pensent que la santé mentale est un problème dans le sport organisé canadien. Les autres principaux problèmes sont le sexisme (34 %), les commotions cérébrales (32 %), l'âgisme (30 %), la maltraitance (29 %), le harcèlement (28 %), la corruption (21 %) et le racisme (20 %).
- Une plus petite proportion de répondants est d'accord que l'homophobie (15 %) et le dopage (4 %) sont des problèmes dans le sport organisé canadien.
- En ce qui concerne leur discipline sportive, la tendance est similaire : 51 % des répondants sont d'accord que la santé mentale est un problème. D'autres problèmes sont les commotions cérébrales (32 %), l'âgisme (25 %), le sexisme (24 %), la maltraitance (21 %) et le harcèlement (18 %).
- Une plus petite proportion des répondants sont d'accord que le racisme (13 %), la corruption (12 %), l'homophobie (12 %) et le dopage (6 %) sont des problèmes dans leur discipline sportive.

Le tableau ci-dessous indique la proportion de répondants qui sont confiants que les entraîneurs, les officiels, les bénévoles et les administrateurs ont été adéquatement formés pour prévenir les problèmes mentionnés (tableau 4).

- Le niveau de confiance dans la formation du personnel varie en fonction de son rôle. Les répondants sont généralement plus confiants que les entraîneurs ont été formés adéquatement, et moins confiants que les bénévoles l'ont été.
- Selon les répondants, les problèmes de santé mentale sont le problème faisant l'objet de moins de formation.
- Seuls 21 % des athlètes sont confiants que les bénévoles sont adéquatement formés en ce qui concerne les commotions cérébrales.

Tableau 4. Dans quelle mesure êtes-vous confiant(e) que les entraîneur(e)s, les officiels, les bénévoles et les administrateurs à tous les niveaux du sport organisé canadien ont été adéquatement formés pour aider à prévenir les situations suivantes dans le sport : pourcentage de réponses « confiant(e) » et « très confiant(e) ». *Base : Tous les répondants (n = 170).*

	Entraîneurs	Officiels	Bénévoles	Administrateurs
Dopage	84 %	68 %	30 %	72 %
Harcèlement	72 %	58 %	35 %	62 %
Abus et maltraitance	71 %	54 %	36 %	58 %
Corruption, y compris la manipulation des matchs	68 %	62 %	32 %	61 %
Racisme	67 %	54 %	36 %	62 %
Sexisme	67 %	51 %	38 %	60 %

Commotions cérébrales	65 %	49 %	21 %	52 %
Homophobie	64 %	54 %	35 %	62 %
Problèmes de santé mentale	45 %	36 %	23 %	47 %

Sensibilisation et réaction aux commotions cérébrales :

- La plupart des répondants (89 %) ont déclaré qu'ils comprennent bien les symptômes d'une commotion cérébrale.
- De nombreux répondants sont confiants (74 %) qu'ils sauraient quoi faire s'ils soupçonnent qu'eux-mêmes ou une autre personne a subi une commotion cérébrale.
- De nombreux répondants (70 %) ont déclaré connaître les outils et les ressources disponibles pour détecter et gérer les commotions cérébrales.
- Un peu plus de la moitié (59 %) ont déclaré qu'ils ont amélioré leur connaissance des Lignes directrices canadiennes sur les commotions cérébrales dans le sport au cours des trois dernières années.
- La plupart des répondants (84 %) se sentent à l'aise de partager (dans le respect de la vie privée et de la confidentialité) leurs antécédents médicaux relatifs aux commotions cérébrales avec les entraîneur(e)s et les organismes de sport par le biais d'un document afin de s'assurer que des mesures sont en place pour protéger leur santé.
- La plupart des répondants (83 %) sont d'accord qu'ils font confiance aux membres du personnel d'encadrement des athlètes canadiens pour savoir ce qu'il faut faire s'ils soupçonnent qu'un participant a subi une commotion cérébrale en pratiquant un sport.

Harcèlement, abus et discrimination (HAD) dans les environnements sportifs :

- De nombreux répondants sont confiants (78 %) que les employés de leur organisme national de sport (ONS) s'efforcent activement de créer un environnement d'entraînement et de compétition exempt de harcèlement, d'abus et de discrimination.
- La majorité des répondants sont confiants (90 %) qu'ils peuvent identifier les comportements de HAD dans leur environnement d'entraînement et de compétition ou au sein de leur organisme national de sport.
- Un peu plus de trois répondants sur cinq (61 %) ont déclaré connaître le mécanisme de surveillance par tiers de leur ONS qui est chargé de traiter les allégations de harcèlement, de discrimination et d'abus.
- Trois répondants sur cinq (60 %) ont déclaré disposer des informations nécessaires s'ils souhaitent déposer une plainte auprès du mécanisme de surveillance par tiers de leur ONS.

Efforts en matière d'égalité entre les genres pour les athlètes féminines dans le sport :

- Environ deux tiers des répondants (64 %, dont 43 % tout à fait d'accord et 21 % plutôt d'accord) sont d'accord pour dire que leur ONS prend des mesures proactives en matière de communication et de relations avec les médias pour promouvoir une couverture équitable des athlètes féminines pratiquant leur discipline sportive.

- Un peu plus de la moitié des répondants (53 %) sont d'accord que leur ONS fait beaucoup d'efforts pour comprendre les divers besoins des athlètes féminines.
- Un peu moins de la moitié des répondants (49 %) sont d'accord que leur ONS conçoit intentionnellement des programmes sportifs pour répondre aux divers besoins des athlètes féminines.

Risques liés au dopage et aux suppléments dans le sport :

- La plupart des répondants (94 %) ont déclaré qu'ils ont amélioré leur connaissance des risques liés au dopage dans le sport au cours des trois dernières années.
- La plupart des répondants (91 %) sont d'accord qu'ils comprennent leur rôle et leurs responsabilités en matière de dopage dans leur discipline sportive.
- La plupart des répondants sont d'accord qu'ils sont confiants (92 %, dont 62 % tout à fait d'accord et 30 % plutôt d'accord) que les athlètes canadiens sont bien informés des risques liés à l'utilisation de suppléments.

Les défis dans le sport canadien :

- Un peu moins du quart des répondants (21 %) pensent qu'il y a une manipulation des matchs dans le sport professionnel. Avec 14 % des répondants qui perçoivent qu'il y a une manipulation des matchs dans le sport semi-professionnel, 12 % dans le sport amateur international et 11 % dans le sport au niveau universitaire/collégial.
- Environ 43 % des répondants pensent qu'il y a de la corruption dans le sport professionnel, 35 % pensent qu'il existe de la corruption dans le sport le semi-professionnel et 34 % dans le sport amateur international. Vingt-six pour cent (26 %) des répondants pensent qu'il y a de la corruption dans les organismes financés par le gouvernement fédéral, et près de 23 % estiment que le sport au niveau universitaire ou collégial est touché par la corruption.
- De nombreux répondants (76 %) pensent que les athlètes du sport amateur international ne se dopent pas. La confiance diminue en ce qui concerne les athlètes du sport d'élite pour les jeunes (55 %) et du sport au niveau universitaire/collégial (52 %). Les répondants sont moins nombreux à penser que les athlètes du sport semi-professionnel (39 %) et professionnel (33 %) ne se dopent pas.
- Plus de la moitié des répondants (58 %) sont d'accord que le sport au Canada est bien gouverné, avec 22 % des répondants qui ne sont ni d'accord ni en désaccord avec cette affirmation, et 19 % en désaccord avec cette affirmation.

1.4 Remarques sur l'interprétation des conclusions de la recherche

Les opinions et les observations exprimées dans ce document ne reflètent pas celles de Sport Canada. Ce rapport a été rédigé par la firme Léger d'après la recherche menée expressément dans le cadre de ce projet.

Ce projet englobe trois enquêtes distinctes :

La première enquête ciblait la population générale, utilisant une méthode d'échantillonnage non probabiliste. Les répondants ont été choisis parmi un panel de volontaires inscrits pour participer à des sondages en ligne. Par conséquent, les résultats de cette enquête ne sont pas statistiquement représentatifs de la population cible.

Les deuxième et troisième enquêtes ont été menées respectivement auprès des Organisations Nationales Sportives (ONS) et des athlètes de haut niveau. Ces deux enquêtes ont utilisé une liste de courriels fournie par Sport Canada pour atteindre les participants des ONS et les athlètes. Les résultats sont représentatifs de ces groupes. Toutefois, il est important de noter que, en raison de la nature volontaire de l'échantillon, les résultats des enquêtes peuvent être sujets à un biais de non-réponse et, de ce fait, ne pas refléter précisément la population plus large.

1.5 Déclaration de neutralité politique et coordonnées

Léger certifie que les résultats livrés sont entièrement conformes aux exigences du gouvernement du Canada en matière de neutralité politique décrites dans la *Politique de communication du gouvernement du Canada* et dans la *Directive sur la gestion des communications*.

Plus précisément, les produits livrables ne comprennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ni l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signé par :



Christian Bourque

Vice-président directeur et associé

Léger

507, Place d'Armes, bureau 700

Montréal, Québec

H2Y 2W8

cbourque@leger360.com